

Septembre
2010

MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

**COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE
A L'EXECUTION DU BUDGET A FIN SEPTEMBRE 2010**



Oh



EXECUTION DU BUDGET

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	3
CONTEXTE GENERAL.....	3
I- REALISATION DES RESSOURCES	4
1.1. Ressources budgétaires	5
1.1.1. Ressources intérieures	5
1.1.2. Ressources extérieures	6
1.2. Ressources de trésorerie	7
1.3. Evolution comparée des réalisations des ressources de l'Etat.....	7
II- EXECUTION DES DEPENSES (Annexe 1).....	9
2.1 Analyse de l'exécution des dépenses par type	9
2.1.1 Dépenses budgétaires	9
2.1.1.1 Analyse des dépenses selon le mode d'exécution	9
2.1.1.2 Analyse par grandes natures de dépenses	10
2.1.2 Dépenses de trésorerie	15
2.1.3 Evolution comparée de l'exécution des dépenses de l'Etat	15
2.2 Analyse des dépenses par grandes-fonctions (annexe 4)	17
2.3 Analyse des dépenses pro pauvres (Annexe 10)	18
2.3.1 Education	19
2.3.2 Santé	20
2.3.3 Agriculture et ressources halieutiques	20
2.3.4 Eau, assainissement et infrastructures	21
2.3.5 Réhabilitation et reconstruction	21
2.3.6 Décentralisation	21
2.3.7 Affaires sociales et autres domaines de lutte contre la pauvreté	21
III- ANALYSE DES PAIEMENTS EFFECTUES (Annexe 3 & 5).....	22
3.1 Au titre de la dette publique.....	22
3.2 Au titre des dépenses de personnel	22
3.3 Au titre des transferts et interventions de l'Etat.....	22
3.4 Au titre de l'acquisition des biens et services.....	22
3.5 Au titre des équipements collectifs et autres charges courantes de l'Etat	23
IV- REALISATION DES REPERES QUANTITATIFS DU PROGRAMME ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	23
4.1 Repères indicatifs.....	24
4.2 Critère de performance	24
CONCLUSION	25

de

LISTES DES ANNEXES

Annexe 1 : Cadrage de l'exécution budgétaire à fin septembre 2010.....	26
Annexe 2 : Evolution des recettes fiscales budgétaires à fin septembre 2010.....	27
Annexe 3 : Exécution budgétaire des dépenses par grandes natures à fin septembre 2010.....	28
Annexe 4 : Exécution budgétaire des dépenses par secteurs et par fonctions à fin septembre 2010.....	29
Annexe 5 : Exécution budgétaire détaillée des dépenses par grandes natures à fin septembre 2010.....	30
Annexe 6 : Exécution budgétaire détaillée des dépenses par secteurs et par fonctions à fin septembre 2010.....	32
Annexe 7 : Exécution budgétaire des dépenses par ministères et par institutions à fin septembre 2010....	34
Annexe 8 : Exécution du budget des ministères et institutions par grandes natures à fin septembre 2010	36
Annexe 9 : Situation d'exécution des dépenses sociales à fin septembre 2010.....	43
Annexe 10 : Exécution des dépenses pro pauvres à fin septembre 2010.....	44

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Situation de réalisation des ressources de l'Etat.....	4
Tableau 2 : Evolution comparée des réalisations des ressources de l'Etat.....	7
Tableau 3 : Réalisations des dépenses budgétaires selon le mode d'exécution.....	10
Tableau 4 : Situation d'exécution des dépenses de l'Etat.....	11
Tableau 5 : Evolution comparée de l'exécution des dépenses globales.....	15
Tableau 6 : Evolution de la structure globale des dépenses de l'Etat exécutées.....	16
Tableau 7 : Etat d'exécution des dépenses par grandes fonctions.....	17
Tableau 8 : Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin septembre 2010.....	19
Tableau 9 : Evolution des repères quantitatifs budgétaires du Programme Economique et Financier appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC).....	23

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Etat comparatif des réalisations de ressources par rapport aux prévisions.....	4
Graphique 2 : Evolution comparée des réalisations des ressources de l'Etat.....	8
Graphique 3 : Evolution comparée des taux de réalisation des ressources budgétaires.....	8
Graphique 4 : Etat comparatif des réalisations de dépenses par rapport aux prévisions.....	11
Graphique 5 : Evolution de la structure globale des dépenses de l'Etat exécutées.....	16
Graphique 6 : Répartition des dépenses par grandes fonctions.....	18

De

INTRODUCTION

La présente communication rend compte de l'exécution du budget à fin septembre 2010. A cet effet, elle analyse l'état de mobilisation des ressources et les niveaux d'exécution des dépenses ainsi que les paiements effectués durant cette période.

En outre, elle met l'accent sur le niveau de réalisation des dépenses pro-pauvres et des autres critères quantitatifs budgétaires du programme économique et financier.

CONTEXTE GENERAL

L'exécution du budget au cours du troisième trimestre s'est effectuée dans le climat socio-politique apaisé observé depuis la fin du deuxième trimestre. Cet environnement a été soutenu par les avancées dans le processus de sortie de crise. Ainsi, la validation de la liste électorale définitive par les forces politiques a ouvert la voie à l'organisation de l'élection présidentielle.

Au plan économique, la troisième revue du programme économique et financier engagée à mi-septembre a relevé les efforts accomplis dans l'assainissement des finances publiques et dans la mise en œuvre des réformes structurelles.

Au niveau budgétaire, un collectif a été adopté dans le mois d'août 2010 pour prendre en compte les surcoûts liés au report des échéances électorales et l'impact financier des accords de restructuration de la dette extérieure obtenus en cours de gestion ainsi que le remboursement des titres publics émis en fin d'année 2009.

Ce collectif a également retracé les coûts financiers des dispositions prises par le Gouvernement pour résorber le déficit de production de l'électricité observé au premier trimestre ainsi que les perturbations intervenues à la suite de la hausse des prix des produits pétroliers.

C'est dans ce contexte que s'est effectuée l'exécution du budget au cours des trois premiers trimestres, objet de la présente communication.



I- REALISATION DES RESSOURCES

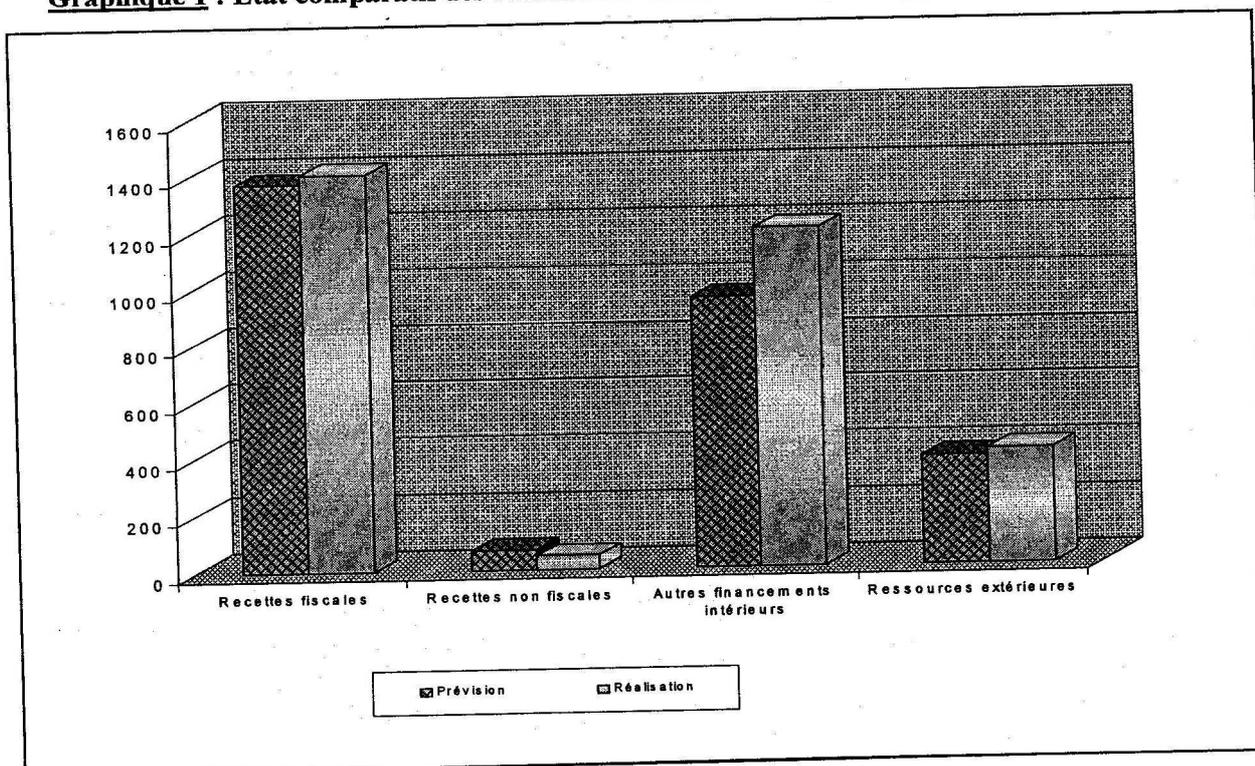
A fin septembre 2010, les ressources mobilisées s'élèvent globalement à 3 057,4 milliards pour un objectif de 2 781,1 milliards, soit un taux de réalisation de 109,9%. Ces réalisations sont composées à 72,3% de ressources budgétaires et à 27,7% de ressources de trésorerie.

Tableau 1 : Situation de réalisation des ressources de l'Etat

(en milliards de francs CFA)	Collectif budgétaire	Réal fin juin	Fin Septembre	
			Objectif	Réal
Ressources budgétaires	2 897,0	1 287,8	2 123,7	2 210,7
Ressources intérieures	2 374,1	1 141,2	1 742,8	1 805,6
Recettes fiscales	1 878,8	953,0	1 332,6	1 371,1
Recettes non fiscales	95,3	30,4	70,2	48,6
Emissions titres publics	400,0	157,8	340,0	385,9
Ressources extérieures	522,9	146,5	380,9	405,0
Contrepartie rééchelonnées, restructurables, différées et annulées	297,4	41,3	232,6	232,6
Appuis budgétaires	139,9	61,3	91,7	93,0
Dons-programme sortie de crise	22,2	15,0	19,8	19,3
Autres Appuis budgétaires	117,7	46,3	71,9	73,7
dont FMI	52,8	0,0	27,0	27,4
Banque Mondiale	64,8	46,3	44,9	46,3
Dons et emprunts projets	85,6	43,9	56,6	79,4
Opérations de trésorerie	461,6	563,4	657,4	846,7
TVA secteur électricité	14,0	7,5	10,4	10,5
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA	14,6	15,4	30,0	25,1
Bons de trésor et crédits relais	398,0	505,5	582,0	776,1
Autres emprunts (BICICI pour remboursement dette SIR)	35,0	35,0	35,0	35,0
Total Ressources	3 358,6	1 851,2	2 781,1	3 057,4

Source : DGBF/DGTCP/DGE

Graphique 1 : Etat comparatif des réalisations de ressources par rapport aux prévisions



Source : DGBF/DGTCP/DGE

Signature

1.1. Ressources budgétaires

Les réalisations de ressources budgétaires ont atteint 2 210,7 milliards pour une prévision de 2 123,7 milliards, soit un taux de mobilisation de 104,1%. Ce bon résultat est imputable aussi bien au succès des émissions de titres d'Etat qu'aux efforts de recouvrement des recettes fiscales. Ces réalisations sont composées à 81,7% de ressources intérieures et à 18,3% de ressources extérieures.

1.1.1. Ressources intérieures

Les ressources intérieures ont été recouvrées à hauteur de 1 805,6 milliards pour un objectif de 1 742,8 milliards, dégageant ainsi un surplus de 62,8 milliards. Ce résultat est lié au bon niveau de recouvrement des recettes fiscales et au succès des titres publics sur les marchés monétaire et financier.

➤ Les recettes fiscales

L'objectif de recettes fiscales de 1 332,6 milliards, a été réalisé à hauteur de 1 371,1 milliards, dégageant une plus value de 38,5 milliards. Cette plus value est imputable au bon niveau de recouvrement des recettes de porte, de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) et des droits d'enregistrement et de timbre. Le bon niveau de recouvrement de ces recettes a compensé les contre-performances notées au niveau de la collecte du BIC hors pétrole.

En effet, **les recettes de porte** ont été réalisées à hauteur de 637,2 milliards, avec une plus value de 33,4 milliards par rapport aux prévisions de fin septembre. Ces résultats traduisent la bonne orientation des mesures de contrôle et des réformes engagées au niveau des services douaniers. Ces recettes se composent de droits et taxes à l'importation pour 490 milliards et de taxes à l'exportation pour 147,2 milliards.

Le recouvrement *des droits et taxes à l'importation* enregistre un surplus de 30,7 milliards grâce à la mise à la consommation d'un niveau de gasoil plus élevé que prévu qui a soutenu l'amélioration des taxes sur les produits pétroliers. Les taxes sur les marchandises générales ont également contribué à cette plus value, grâce à une progression des mises à la consommation en droit commun à hauteur de 24,6% en valeur et de 7,5% en volume et aux réformes engagées concernant notamment la sélectivité des contrôles basée sur l'analyse du risque.

Les recettes d'exportation se sont situées à 147,2 milliards enregistrant une plus-value de 2,7 milliards en rapport avec l'augmentation des quantités d'exportation de cacao (fèves et transformés) et de café. En effet, pour le cacao, avec un objectif de 670 601 tonnes, les exportations se sont situées à 686 137 tonnes à fin septembre, soit une hausse de 2,3%. Concernant le café, pour un niveau attendu à 72 531 tonnes, les exportations se sont chiffrées à 81 048 tonnes, affichant une hausse de 11,7%.

La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) est recouvrée à hauteur de 120,5 milliards. Cette réalisation dégage une plus value de 13,9 milliards confirmant ainsi la bonne évolution de l'activité économique. Ce niveau de recouvrement est également en rapport avec la création de brigades spéciales chargées du contrôle effectif de la facture normalisée, qui a favorisé un accroissement des reversements et paiements spontanés.

Les droits d'enregistrement et de timbres se sont chiffrés à 95,4 milliards pour un objectif de 91,5 milliards, soit un surplus de 3,9 milliards, lié à l'amélioration des cours du cacao.

S'agissant **des revenus de pétrole et gaz**, les réalisations se sont établies à 129,1 milliards dont 90,2 milliards au titre du BIC pétrole et gaz et 38,9 milliards pour la taxe d'exploitation de pétrole et de gaz. Par rapport aux prévisions de 95,5 milliards, il se dégage une plus-value de 33,6 milliards liée essentiellement aux enlèvements de pétrole réalisés plutôt que prévus au premier semestre.

Toutefois, la bonne performance notée dans le recouvrement des recettes fiscales, a été atténuée par les moins values enregistrées au niveau de la collecte du BIC hors pétrole et gaz. En effet, prévues à 169,8 milliards, ces recettes ont été recouvrées à hauteur de 126,5 milliards, soit une moins-value de 43,3 milliards. Ce mauvais résultat s'explique notamment par les effets des fusions-absorptions avec des entreprises déficitaires et l'arrivée sur le marché de nouveaux concurrents exonérés d'impôts BIC pour une période de 5 ans.

➤ Les recettes non fiscales

Prévues à 70,2 milliards à fin septembre, les recettes non fiscales ont été recouvrées à hauteur 48,6 milliards. Ces réalisations comprennent :

- les arriérés de dividendes de la PETROCI réalisés à 13 milliards en ligne avec la prévision ;
- les recettes des services recouvrées à hauteur de 11,9 milliards contre 13 milliards prévus ;
- les redevances sur les licences de téléphonie cellulaire, recouvrées à hauteur de 7,1 milliards contre 10,3 milliards prévus, en raison de la cessation de paiement de la compagnie WARID et de la modification du plan de règlement mensuel de la société COMIUM ;
- les ressources du Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR) utilisées à hauteur de 6,2 milliards contre 10,7 milliards prévus ;
- les revenus du domaine recouverts à hauteur de 6,7 milliards contre 7,3 milliards prévus.

➤ Les émissions de titres d'Etat

Les interventions sur les marchés monétaire et financier ont permis de mobiliser à fin septembre, des ressources à hauteur de 385,9 milliards pour 340 milliards prévus, soit un surplus de 45,9 milliards. Ces ressources se composent d'emprunts obligataires pour 64,8 milliards, de bons du Trésor pour 284,3 milliards et d'obligations du Trésor pour 36,8 milliards.

1.1.2. Ressources extérieures

A fin septembre 2010, les ressources extérieures ont été mobilisées à hauteur de 405,0 milliards pour 380,9 milliards attendus, affichant un surplus de 24,1 milliards. Les réalisations comprennent les appuis budgétaires, les gains issus de la restructuration des échéances de la dette extérieure ainsi que les ressources de financement des projets.

Les ressources correspondant à la contrepartie des échéances rééchelonnées, restructurables, différées et annulées se chiffrent globalement à 232,6 milliards. Les flux financiers réels provenant des appuis budgétaires et du financement des projets s'établissent à 172,4 milliards.

Les appuis budgétaires attendus à 71,9 milliards, ont été mobilisés à hauteur de 73,7 milliards dont 46,3 milliards auprès de la Banque Mondiale et 27,4 milliards auprès du FMI.

Les tirages au titre des emprunts et dons projets et programmes se sont établis à 98,7 milliards contre 76,4 milliards prévus. Ils concernent les emprunts et dons projets pour 79,4 milliards contre 56,6 milliards prévus, et les dons programme qui ont financé les actions de sortie de crise à hauteur de 19,3 milliards contre 19,8 milliards prévus.

1.2. Ressources de trésorerie

En marge des ressources budgétaires, d'autres opérations de recouvrement ont été effectuées afin de faire face à des charges spécifiques. Ces ressources de trésorerie ont été mobilisées à hauteur de 846,7 milliards à fin septembre. Elles sont constituées de :

- ✓ 776,1 milliards de bons du trésor et crédits relais ;
- ✓ 25,1 milliards affectés au remboursement de crédits de TVA contre 30 milliards prévus ;
- ✓ 10,5 milliards de recettes de TVA reversées au secteur électricité, en ligne avec l'objectif de 10,4 milliards ;
- ✓ 35 milliards d'emprunt BICICI pour le remboursement de la dette SIR.

1.3. Evolution comparée des réalisations des ressources de l'Etat

Les ressources globales recouvrées au troisième trimestre, enregistrent une progression de 65,2% par rapport à leur niveau de fin juin 2010. En comparaison avec les réalisations de septembre 2009, ces ressources affichent une hausse de 19,2%.

S'agissant des ressources budgétaires, elles enregistrent une évolution à la hausse de 23,2% par rapport au niveau de septembre 2009. Cette évolution est essentiellement tirée par les ressources extérieures en hausse de 65,7% et par les ressources intérieures en progression de 16,5% en liaison avec une amélioration dans le recouvrement des recettes fiscales en évolution de 10,7%.

Cette progression dans le recouvrement des recettes fiscales s'explique principalement par la bonne tenue des recettes douanières consécutivement aux réformes engagées par cette régie financière dont la sélectivité des contrôles basée sur l'analyse des risques.

Concernant les opérations d'émission des titres d'Etat sur les marchés monétaire et financier, leur niveau de mobilisation en 2010 affiche une progression de 115,3 milliards par rapport au montant de 270,6 milliards enregistré en 2009 à la même période.

En ce qui concerne les opérations de trésorerie, elles affichent une hausse relativement plus modérée de 9,8% à fin septembre 2010 par rapport à 2009

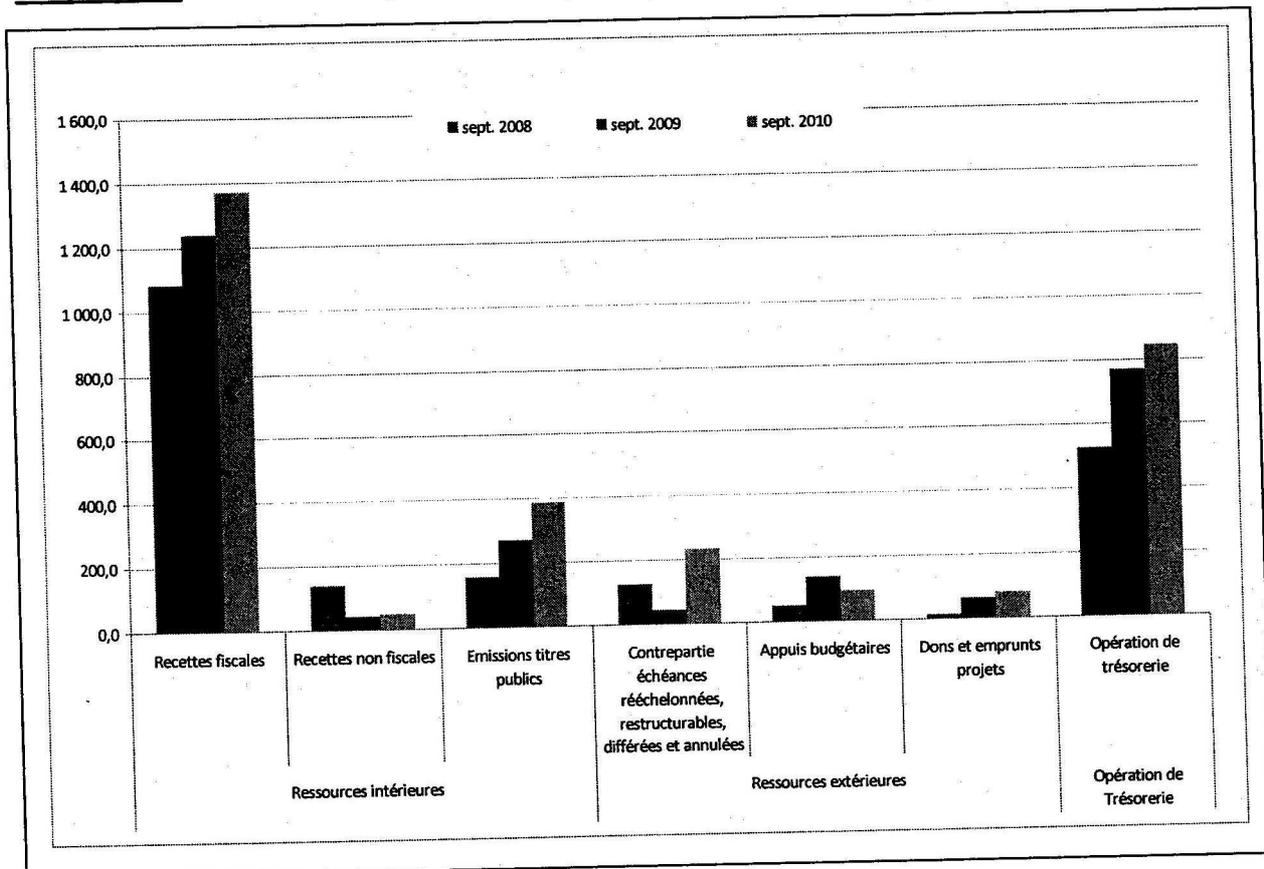
Tableau 2 : Evolution comparée des réalisations des ressources de l'Etat.

(en milliards de francs CFA)	fin septembre 2008			fin septembre 2009			fin septembre 2010		
	Obj.	Exéc.	Taux d'ex (%)	Obj.	Exéc.	Taux d'ex (%)	Obj.	Exéc.	Taux d'ex (%)
Ressources budgétaires	1 564,7	1 566,8	100,1	1 782,5	1 794,9	100,7	2 123,7	2 210,7	104,1
Ressources intérieures	1 245,6	1 378,4	110,7	1 413,5	1 550,5	109,7	1 742,8	1 805,6	103,6
Recettes fiscales	1 014,7	1 083,3	106,8	1 251,5	1 239,0	99,0	1 332,6	1 371,1	102,9
Recettes non fiscales	98,2	137,6	140,2	72,0	41,0	56,9	70,2	48,6	69,2
Emissions titres publics	132,7	157,5	118,7	90,0	270,6	300,7	340,0	385,9	113,5
Ressources extérieures	319,0	188,4	59,1	369,0	244,4	66,2	380,9	405,0	106,3
Contrepartie échéances rééchelonnées, rééchelonnables, différées et annulées	178,8	124,6	69,7	186,4	43,4	23,3	232,6	232,6	100,0
Appuis budgétaires	109,1	49,5	45,4	156,3	138,4	88,6	91,7	93,0	101,4
Dons-programme sortie de crise	59,2	6,9	11,7	23,0	8,9	38,7	19,8	19,3	97,5
Autres Appuis budgétaires	49,9	42,6	85,4	133,3	129,5	97,1	71,9	73,7	102,5
Dons et emprunts projets	31,1	14,3	45,9	26,3	62,6	237,9	56,6	79,4	140,3
Opérations de trésorerie	257,2	525,3	204,2	370,5	771,1	208,1	657,4	846,7	128,8
dont -TVA reversée au secteur électricité	5,9	8,4	142,4	7,5	13,0	173,3	10,4	10,5	101,0
-Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA	18,3	24,2	132,5	33,3	20,3	60,9	30,0	25,1	83,7
-Divers emprunts et crédits relais	60,0	316,5	527,5	68,0	291,3	428,5	582,0	776,1	133,3
TOTAL RESSOURCES	1 821,9	2 092,1	114,8	2 153,0	2 566,0	119,2	2 781,1	3 057,4	109,9

Source : DGBF/DGTCP/DGE

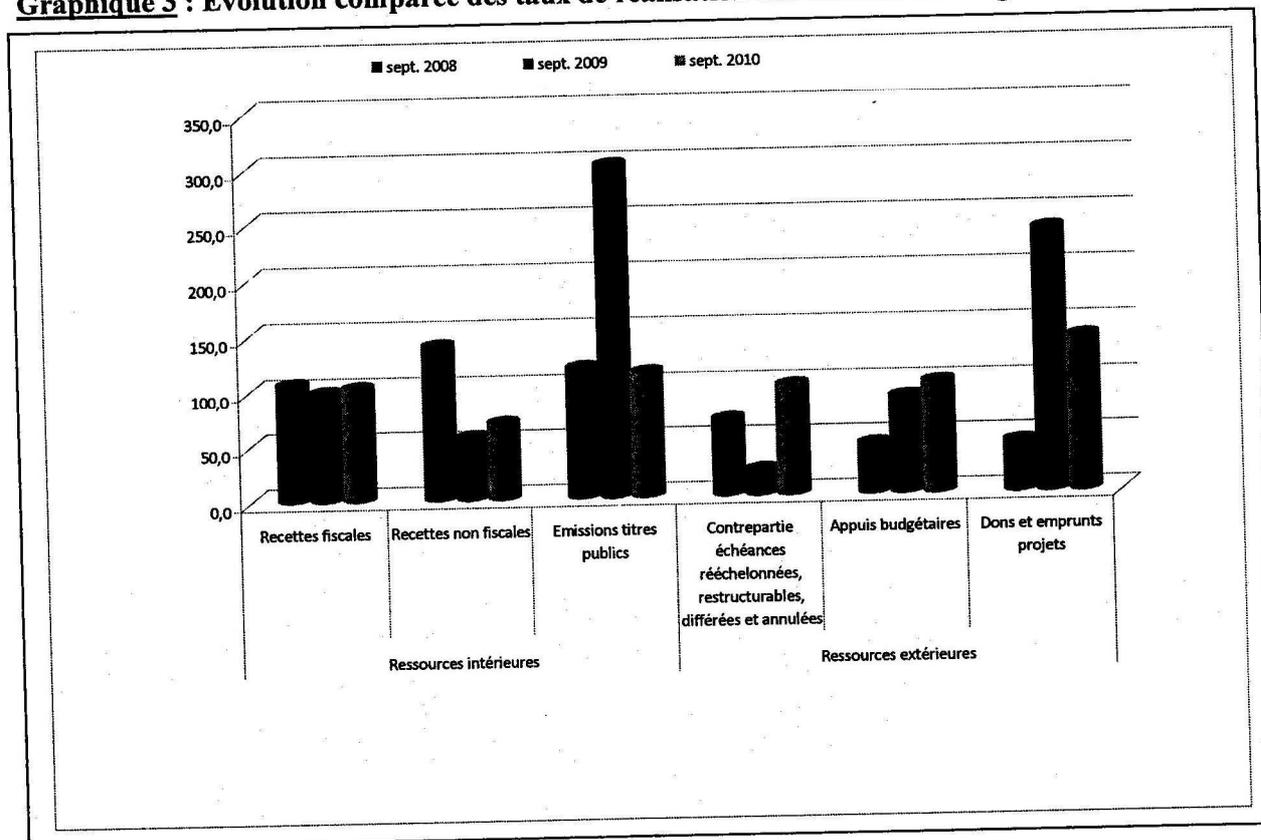
On

Graphique 2 : Evolution comparée des réalisations des ressources de l'Etat



Source : DGBF/DGTCP/DGE

Graphique 3 : Evolution comparée des taux de réalisation des ressources budgétaires



Source : DGBF/DGTCP/DGE

Signature

II- EXECUTION DES DEPENSES (Annexe 1)

2.1 Analyse de l'exécution des dépenses par type

Les prévisions des dépenses globales de l'Etat à fin septembre 2010 se situent à 2 917,0 milliards. Elles se décomposent en dépenses budgétaires pour 2 260,1 milliards et en dépenses de trésorerie pour 656,9 milliards.

A fin septembre 2010, ces dépenses ont été exécutées à hauteur de 2 884,1 milliards, soit un taux d'exécution de 98,9%. Ces réalisations sont composées à 76,9% de dépenses budgétaires et à 23,1% de dépenses de trésorerie.

2.1.1 Dépenses budgétaires

Prévues à 2 260,1 milliards, les dépenses budgétaires ont été exécutées à fin septembre 2010 à hauteur de 2 216,8 milliards, soit une sous-consommation de 43,3 milliards. Ces dépenses ont été exécutées essentiellement à travers le Système intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFIP).

2.1.1.1 Analyse des dépenses selon le mode d'exécution

Les dépenses budgétaires ont été exécutées à hauteur de 75,4% à travers le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFIP), 6% par les avances de trésorerie non encore régularisées et 18,6% à travers d'autres opérations de trésorerie.

Les dépenses exécutées à travers le SIGFIP (hors remboursement des crédits de TVA) se chiffrent à 1 670,8 milliards et comprennent notamment :

- ✓ les échéances de la dette publique à hauteur de 366,5 milliards ;
- ✓ les dépenses de personnel pour 537,0 milliards ;
- ✓ les dépenses d'abonnement pour 31,1 milliards ;
- ✓ les dépenses de fonctionnement des services pour 229,8 milliards ;
- ✓ les subventions et transferts pour 192,9 milliards ;
- ✓ les dépenses liées aux actions de sortie de crise pour 72,6 milliards ;
- ✓ et les dépenses d'investissement pour 240,9 milliards.

Les avances de trésorerie non encore régularisées s'élèvent à 133,3 milliards et ont servi essentiellement au règlement des dépenses de personnel pour 65 milliards et d'autres dépenses ordinaires pour 20,9 milliards. Ces avances concernent également les dépenses liées à la sortie de crise pour 35,4 milliards et les dépenses d'investissement pour 12,1 milliards.

Le niveau des avances de trésorerie, hors les dépenses exécutées sur ressources extérieures, les dépenses de personnel, les avances faites aux régies ainsi que des dépenses de la dette publique, se situe à fin septembre 2010 à 43,4 milliards, pour un objectif de 68,2 milliards fixé dans le programme économique et financier appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC).

Les autres opérations de trésorerie ont été exécutées à hauteur de 412,7 milliards et concernent :

- ✓ les règlements au titre de la dette publique, non encore ordonnancés pour un montant de 380,1 milliards ;
- ✓ les charges de personnel pour 8,7 milliards correspondant aux cotisations sociales et aux divers prélèvements sur salaires ;
- ✓ les autres dépenses ordinaires pour 12,3 milliards relatives aux subventions et transferts pour 6,3 milliards et à l'approvisionnement des Forces de Défenses et de Sécurité (FDS) en carburant pour 6 milliards.

- ✓ les dépenses de sortie de crise effectuées dans le cadre du programme d'assistance post-crise pour 4,3 milliards ;
 - ✓ le financement des projets d'investissement pour 7,3 milliards.
- Des dispositions sont prises pour la régularisation de ces avances et autres opérations de trésorerie.

Tableau 3 : Réalisations des dépenses budgétaires selon le mode d'exécution

LIBELLE (en milliards de francs CFA)	Collectif budgétaire	Objectif fin septembre	Exécution fin septembre			
			Exécution SIGFIP (hors remb. TVA)	Avances non régularisées du Trésor	Opérations de trésorerie avec supports budgétaires	TOTAL DEPENSES
Dette publique	932,3	796,8	366,5		380,1	746,6
Dette intérieure	477,8	416,1	201,9		185,4	387,2
Dette extérieure	454,5	380,7	164,7		194,7	359,4
Dépenses ordinaires	1 473,3	1 093,7	990,8	85,8	21,0	1 097,6
Personnel	814,1	613,8	537,0	65	8,7	610,7
Abonnement	43,3	32,5	31,1			31,1
Subventions et transferts	267,3	186,1	192,9		6,3	199,2
Couverture du déficit CGRAE	30,5	22,9	22,9			22,9
Dépenses sociales ciblées	10,7	6,9	6,5			6,5
Autres dépenses de fonctionnement	615,9	231,5	200,4	20,9	6,0	227,3
Dépenses de sortie de crise	142,5	116,2	72,6	35,4	4,3	112,3
Dépenses intérieures	120,3	96,4	57,6	35,4	0,0	93,0
Dépenses extérieures	22,2	19,8	15,0		4,3	19,3
Dépenses d'investissement (hors dépenses liées à la crise)	348,9	253,5	240,9	12,1	7,3	260,3
Financement intérieur	263,3	196,9	161,5	12,1	7,3	180,9
Financement extérieur	85,6	56,6	79,4			79,4
TOTAL DEPENSES	2 897,0	2 260,1	1 670,8	133,3	412,7	2 216,8

Source : DGBF/DGTCP/DGE

2.1.1.2 Analyse par grandes natures de dépenses

A fin septembre 2010, les dépenses exécutées à 2 216,8 milliards se répartissent par grandes natures comme suit :

- ✓ les échéances de la dette publique : 33,7% ;
- ✓ les dépenses de personnel : 27,5% ;
- ✓ les dépenses d'abonnement : 1,4% ;
- ✓ les subventions et transferts : 9% ;
- ✓ la subvention pour la couverture du déficit de la CGRAE : 1% ;
- ✓ les dépenses sociales ciblées : 0,3% ;
- ✓ les dépenses de fonctionnement des services : 10,3% ;
- ✓ les actions de sorties de crise : 5,1% ;
- ✓ et les dépenses d'investissement : 11,7%.

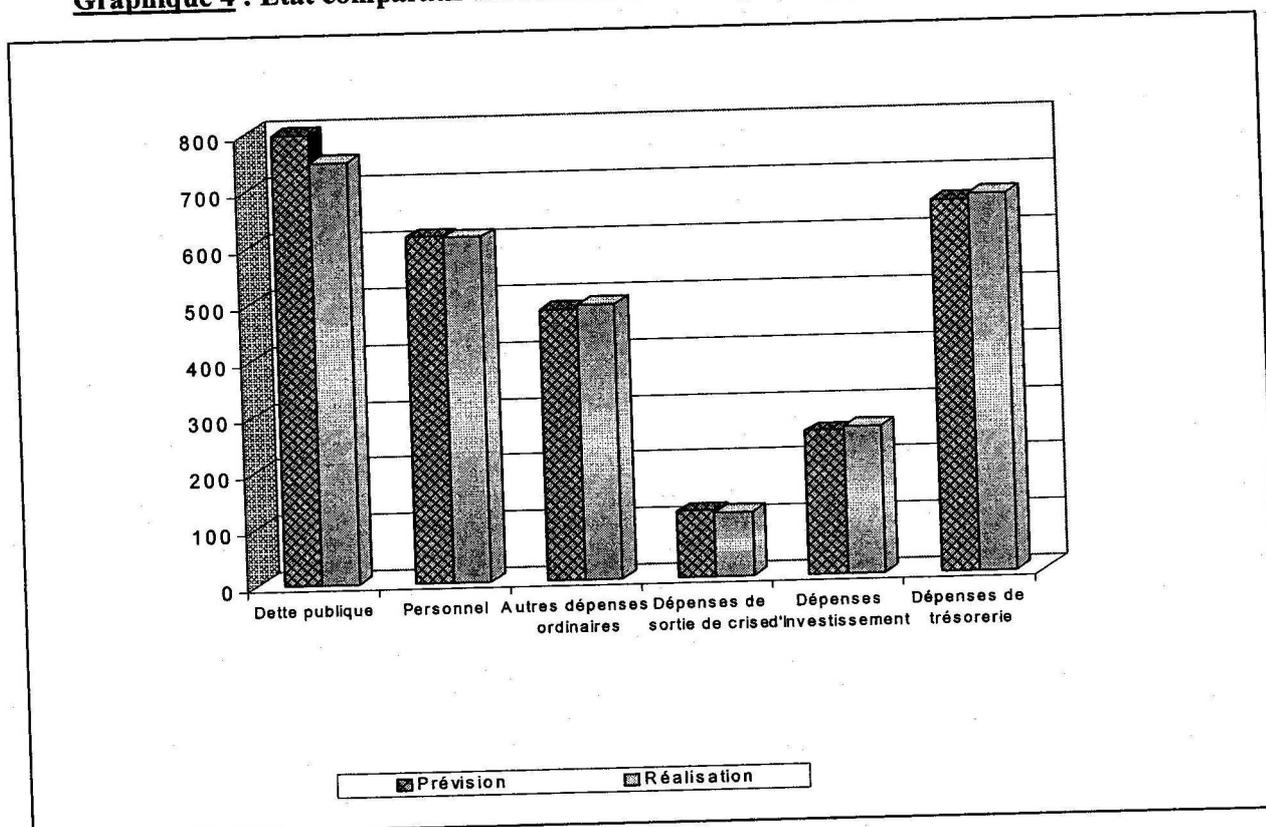
On

Tableau 4 : Situation d'exécution des dépenses de l'Etat

(en milliards de francs CFA)	Collectif budgétaire	Réal. juin	Fin septembre	
			Objectif	Réalisation
Dépenses Budgétaires	2 897,0	1 347,2	2 260,1	2 216,8
Dette publique	932,3	428,1	796,8	746,6
Dette intérieure	477,8	271,6	416,1	387,2
Dette extérieure	454,5	156,4	380,7	359,4
Dépenses ordinaires	1 473,3	724,0	1 093,7	1 097,6
Personnel	814,1	407,0	613,8	610,7
Abonnement	43,3	21,8	32,5	31,1
Autres dépenses de fonctionnement	615,9	295,2	447,4	455,9
Dépenses de sortie de crise	142,5	71,9	116,2	112,3
Dépenses Trésor	120,3	56,9	96,4	93,0
Dépenses Bailleurs	22,2	15,0	19,8	19,3
Dépenses d'investissement	348,9	123,2	253,5	260,3
Investissement Trésor	263,3	79,3	196,9	180,9
Prêts et dons projets	85,6	43,9	56,6	79,4
Opérations de trésorerie	411,5	411,2	656,9	667,3
Remboursement divers emprunts	290,0	312,2	536,1	536,1
Remboursement de TVA	14,6	15,4	30,0	25,1
Déficit CGRAE/ Déficit CNCE	30,9	13,2	24,4	19,1
Reversement TVA au secteur électricité	14,0	7,9	10,4	11,4
Transferts au Fonds d'Entretien Routier	14,3	5,8	10,7	8,1
Règlement dette SIR	35,0	35,0	35,0	35,0
Provision pour financement du 3e pont		4,0		6,3
Paiement passif /rémunération CIE		11,8		11,8
Déchets toxiques	10	6,0	7,5	11,6
Dépôts de garantie AGGREKO	2,7		2,7	2,7
TOTAL DEPENSES	3 308,5	1 758,4	2 917,0	2 884,1

Source : DGBF/DGTCP/DGE

Graphique 4 : Etat comparatif des réalisations de dépenses par rapport aux prévisions



Source : DGBF/DGTCP/DGE

➤ Service de la dette publique

Le service de la dette publique a été exécuté à hauteur de 746,6 milliards pour une prévision de 796,8 milliards, soit un taux d'exécution de 93,7%. Ce niveau d'exécution se répartit entre la dette intérieure pour 51,7% et la dette extérieure pour 48,1%.

Le service de la dette intérieure a été exécuté à hauteur de 387,2 milliards, dont 364,7 milliards de règlements. Ces règlements concernent essentiellement le remboursement des bons du trésor pour 215,2 milliards et des emprunts et obligations du trésor pour 71,4 milliards dont 20,6 milliards de reconduction d'échéances.

Les paiements effectués intègrent également les remboursements des dettes des opérateurs pétroliers à hauteur de 28,7 milliards, de la BCEAO pour 2,6 milliards, de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) reprise par la BICICI à hauteur de 9,5 milliards. Le remboursement de la dette titrisée des fournisseurs et de la CNCE a été pris en charge pour respectivement 11,9 milliards et 6 milliards.

Le service de la dette extérieure a été exécuté à hauteur de 359,4 milliards pour une prévision de 380,7 milliards. Ce niveau d'exécution prend en compte 232,6 milliards au titre de la restructuration comprenant 89,9 milliards de rééchelonnement, 34,8 milliards d'échéances restructurables, 34,6 milliards de différés et 73,3 milliards d'annulation.

Les règlements au titre de la dette extérieure se sont chiffrés à 122,8 milliards. Ils ont concerné principalement les échéances du Club de Paris pour 50,1 milliards, de la Banque Mondiale (BM) pour 23,5 milliards, de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour 17,2 milliards, du Club de Londres pour 15,6 milliards et du Fonds Monétaire International (FMI) pour 3,1 milliards.

Par ailleurs, l'Etat a consacré 18,1 milliards à l'apurement **des arriérés de dette** dont 10,7 milliards au titre de la dette intérieure et 7,4 milliards pour la dette extérieure.

➤ Dépenses de personnel

L'exécution des dépenses de personnel à fin septembre 2010 s'est établie à 610,7 milliards pour une prévision de 613,8 milliards, soit un écart de 3,1 milliards. Cette sous réalisation des prévisions s'explique essentiellement par le retard dans le traitement des dossiers des reports de solde de 2009 sur 2010 au niveau de la solde police. Ce retrait du niveau d'exécution des dépenses de personnel à fin septembre par rapport aux prévisions ne remet pas en cause les prévisions annuelles.

Les dépenses de salaires à fin septembre se composent comme suit :

- ✓ solde des fonctionnaires : 387 milliards ;
- ✓ solde du personnel de police à hauteur 49,4 milliards ;
- ✓ solde des militaires pour 79,9 milliards ;
- ✓ subventions aux charges de personnel des EPN et autres organismes à concurrence de 47,1 milliards ;
- ✓ transferts aux institutions pour 25,7 milliards ;
- ✓ rémunération du personnel local des ambassades et attachés de défense à hauteur 10,3 milliards ;
- ✓ subventions aux frais de personnel des collectivités décentralisées pour 4,4 milliards ;
- ✓ diverses autres dépenses à concurrence de 6,9 milliards.



➤ Dépenses d'abonnement

Les dépenses d'abonnement comprenant la consommation d'électricité, d'eau et de téléphone au titre de la gestion courante se sont chiffrées à 31,1 milliards contre 32,5 milliards prévus. La sous consommation 1,4 milliard est en rapport avec le niveau réel de facturation parvenue. En effet, au cours des neufs premiers mois de l'année, le niveau des consommations au titre des frais de téléphone est en deçà des prévisions.

Les facturations de la période sous revue prises en charge, concernent les frais d'abonnement et de consommation d'électricité pour 19,1 milliards, de l'eau pour 6,3 milliards et le téléphone pour 5,7 milliards.

➤ Autres Dépenses ordinaires

Les autres dépenses de fonctionnement (hors dépenses liées au processus de sortie de crise) ont été exécutées à hauteur de 455,9 milliards pour un objectif de 447,4 milliards. Ces dépenses affichent un dépassement de 8,5 milliards lié à l'accroissement des subventions et transferts.

Les subventions et transferts prévus à 186,1 milliards ont été exécutés à hauteur de 199,2 milliards, dégageant un surplus de consommation de 13,1 milliards. Cette accélération du rythme d'exécution des subventions et transferts provient essentiellement de la subvention au secteur électricité, en rapport avec la résolution de la crise énergétique.

Le niveau des subventions et transferts exécuté prend en compte :

- ✓ la subvention au secteur électricité pour un montant de 49,8 milliards contre 36,4 milliards prévus ;
- ✓ la subvention pour la location AGGREKO exécutée à 11,6 milliards contre 11,3 milliards prévus ;
- ✓ la subvention à la marge SIR qui se situe à 15,1 milliards ;
- ✓ la subvention coton exécutée à 7 milliards contre 5,3 milliards prévus ;
- ✓ les transferts aux représentations de la Côte d'Ivoire à l'étranger pour 9,4 milliards ;
- ✓ la subvention aux écoles privées qui s'établit à 37,3 milliards ;
- ✓ les transferts pour les dépenses d'éducation (bourses, frais de transport, kits scolaires) pour 44,3 milliards ;
- ✓ les transferts aux communes et départements à hauteur de 10,9 milliards ;
- ✓ les transferts aux centres hospitaliers universitaires, aux instituts et centres médicaux spécialisés pour 6,5 milliards.

En outre, dans le cadre de la couverture de son déficit structurel, la CGRAE a bénéficié de 22,9 milliards de subvention.

Les dépenses sociales ciblées prévues à 6,9 milliards, ont été exécutées à hauteur de 6,5 milliards, consacrés au soutien des prix des médicaments et des vaccins destinés au grand public.

Quant aux autres dépenses ordinaires prévues pour 231,5 milliards, elles se sont établies à 227,4 milliards à fin septembre. Elles prennent en compte les charges de fonctionnement des services pour 221,4 milliards contre 223,8 milliards prévus à fin septembre.

Ces dépenses intègrent également un montant de 6 milliards au titre des dépenses de carburant des Forces de défenses et de sécurité pour une prévision de 7,7 milliards.

➤ Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement, hors celles liées à la sortie de crise, ont été exécutées à hauteur de 260,3 milliards contre une prévision de 253,5 milliards, soit 102,7% de taux d'exécution. Ce niveau d'exécution s'explique par la bonne

performance des projets. Ces dépenses ont été financées à 69,5% par les ressources intérieures et à 30,5% par les ressources extérieures.

Les **dépenses d'investissement financées sur ressources intérieures** se chiffrent à 180,9 milliards pour une prévision de 196,9 milliards. Elles concernent les projets de développement et d'amélioration du système éducatif à hauteur de 4,4 milliards, l'achat de Kits et mallettes pédagogiques pour 2,9 milliards, la réhabilitation des universités et grandes écoles à hauteur de 2,4 milliards, les activités de recherches pour 1,4 milliard, les projets de développement sanitaire et social pour 1,3 milliard, la réhabilitation des CHU et centres spécialisés pour 5,1 milliards. Les projets de développement et de renforcement des infrastructures de base ont été exécutés à hauteur de 24,4 milliards.

Les dépenses d'investissement sur ressources intérieures intègrent également les grands travaux d'investissement de l'Etat pour un montant de 40 milliards, les investissements effectués sur le FIMR pour 6,2 milliards et les travaux liés à la construction du troisième pont à hauteur 3 milliards.

Quant aux **dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures**, elles s'élèvent à 79,4 milliards et concernent les emprunts projets pour 38,6 milliards et les dons projets pour 40,8 milliards.

Les dépenses effectuées au titre des dons projets concernent principalement le projet d'urgence infrastructures urbaines pour 29,4 milliards, les projets financés par le Don de Gouvernance et Développement Institutionnel (DGDI) pour 3,5 milliards et le projet multisectoriel de lutte contre le SIDA financé par la Banque Mondiale à hauteur de 2,2 milliards.

Les dépenses au titre des emprunts projets se rapportent au Projet d'Appui au Secteur éducation et Formation (PASEF) à hauteur de 14,9 milliards, au prolongement de l'Autoroute du Nord pour 11,6 milliards, au Programme National de Gestion des Terroirs et de l'Équipement Rural (PNGTER) à hauteur de 2,3 milliards, au CI-PAST pour 1,5 milliard et à la construction du pont de Jacquville pour 1,2 milliard.

➤ **Dépenses de sortie de crise**

Les dépenses effectuées dans le cadre des actions de sortie de crise ont été exécutées à hauteur de 112,3 milliards pour des prévisions de 116,2 milliards, soit un taux d'exécution de 96,6%. Ce niveau d'exécution relativement important est en rapport avec l'accélération des activités liées à l'organisation des élections qui démarrent le 31 octobre 2010.

Ces dépenses de sortie de crise ont été financées par les ressources intérieures à hauteur de 93 milliards et par des concours extérieurs à concurrence de 19,3 milliards.

Elles prennent principalement en compte :

- ✓ la réduction des arriérés de primes de front à hauteur de 20,9 milliards ;
- ✓ la poursuite du redéploiement de l'administration pour 4,3 milliards ;
- ✓ la rémunération de l'opérateur technique SAGEM à hauteur de 26,5 milliards ;
- ✓ les autres activités d'identification pour 6,9 milliards ;
- ✓ les activités de la Commission Electorale Indépendante et celles relatives à la révision de la liste électorale effectuées par l'INS pour 13,1 milliards ;
- ✓ le financement des partis politiques et les actions de réconciliation nationale à concurrence de 3,5 milliards ;
- ✓ le recasement des volontaires de l'armée nouvelle (VAN) pour un montant de 6 milliards ;
- ✓ les activités du Centre de Commandement Intégré et du Programme National de Réinsertion et de Réhabilitation Communautaire à hauteur de 4,7 milliards ;
- ✓ le Programme National de Service Civique pour 2,2 milliards.

Dans l'ensemble, les dépenses budgétaires enregistrent un taux d'exécution de 98,1% par rapport à l'objectif fixé à fin septembre 2010. Ce niveau dénote des efforts continus de maîtrise des dépenses publiques à travers la mise en œuvre de la régulation budgétaire.

2.1.2 Dépenses de trésorerie

En dehors des dépenses budgétaires, des opérations de trésorerie d'un montant de 667,3 milliards ont été effectuées. Elles concernent :

- ✓ le remboursement de divers emprunts à court terme pour 536,1 milliards dont 36,9 milliards de crédits relais et 499,2 milliards de bons de trésor ;
- ✓ le remboursement des crédits de TVA pour 25,1 milliards ;
- ✓ les transferts au Fonds d'Entretien Routier (FER), affectés à la réhabilitation des infrastructures routières à hauteur de 8,1 milliards ;
- ✓ la couverture des déficits de la Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat (CGRAE) pour 19,1 milliards ;
- ✓ les dépenses liées à l'indemnisation des victimes des déchets toxiques pour 11,6 milliards ;
- ✓ le paiement de la dette SIR à hauteur de 35 milliards ;
- ✓ le reversement de recettes de TVA au secteur de l'électricité pour 10,5 milliards ;
- ✓ le paiement de 11,8 milliards à la CIE au titre de la rémunération du secteur ;
- ✓ la constitution de provision pour le financement du 3^{ème} pont à hauteur 6,3 milliards ;
- ✓ le dépôt de garantie à la BNI destiné à la location de la centrale AGGREKO pour 2,7 milliards.

2.1.3 Evolution comparée de l'exécution des dépenses de l'Etat

Les niveaux d'exécution des dépenses au cours des années 2008, 2009 et 2010, révèlent une progression moyenne de 25,7% avec des montants respectifs de 1 825,5 milliards, 2 332,6 milliards et 2 884,1 milliards.

L'accroissement des dépenses budgétaires sur la période se situe en moyenne à 22,3%.

L'accroissement des dépenses de trésorerie ressort à un taux moyen plus élevé de 37,9%.

Tableau 5 : Evolution comparée de l'exécution des dépenses globales

(en milliards de francs CFA)	Fin septembre 2008			Fin septembre 2009			Fin septembre 2010		
	Objectif	Exécution	Taux d'ex (%)	Objectif	Exécution	Taux d'ex (%)	Objectif	Exécution	Taux d'ex (%)
Dépenses Budgétaires	1 664,6	1 472,7	88,5	1 863,6	1 811,8	97,2	2 260,1	2 216,8	98,1
Dette publique	534,5	362,9	67,9	664,2	493,1	74,2	796,8	746,6	93,7
Dette intérieure	206,5	138,1	66,9	352,6	316,5	89,8	416,1	387,2	93,1
Dette extérieure	328,0	224,7	68,5	311,6	176,7	56,7	380,7	359,4	94,4
Dépenses ordinaires	854,2	854,5	100,0	915,6	1 009,5	110,3	1 093,7	1 097,6	100,4
Personnel	511,0	523,7	102,5	558,8	560,4	100,3	613,8	610,7	99,5
Abonnement	26,8	28,8	107,4	26,7	50,0	187,3	32,5	31,1	95,6
Autres dépenses de fonctionnement	316,4	302,0	95,4	330,1	399,1	120,9	447,4	455,9	101,9
Dépenses de sortie de crise	147,6	104,2	70,6	98,1	96,7	98,5	116,2	112,3	96,6
Dépenses Trésor	88,4	97,3	110,1	75,1	87,8	116,9	96,4	93,0	96,5
Dépenses Bailleurs	59,2	6,9	11,7	23,0	8,9	38,7	19,8	19,3	97,5
Dépenses d'investissement	128,2	151,1	117,9	185,7	212,5	114,4	253,5	260,3	102,7
Investissement Trésor	97,1	136,8	140,9	159,4	149,9	94,1	196,9	189,9	96,0
Prêts et dons projets	31,1	14,3	45,9	26,3	62,6	237,9	56,6	79,4	140,3
Opérations de trésorerie	114,8	352,8	476,0	124,7	520,8	224,0	656,9	667,3	101,6
TOTAL DEPENSES	1 779,4	1 825,5	102,6	1 988,3	2 332,6	117,3	2 917,0	2 884,1	98,9

Source : DGBF/DGTC/DPGE

Au cours de ces années, les dépenses budgétaires ordinaires ont représenté la plus grande partie (en moyenne 42,7%) des dépenses totales exécutées au troisième trimestre. Cette situation s'explique par le contexte de crise qui induit des dépenses nouvelles.

Par ailleurs, l'on note une évolution des parts relatives du service de la dette publique qui passe de 19,9% en septembre 2008 à 25,9% en septembre 2010. Cette progression est imputable à l'accroissement des échéances de remboursement des titres d'Etat. Cette évolution est cohérente avec celle du volume des ressources mobilisées sur les marchés monétaire et financier au cours de ces dernières années, pour combler les besoins de financement.

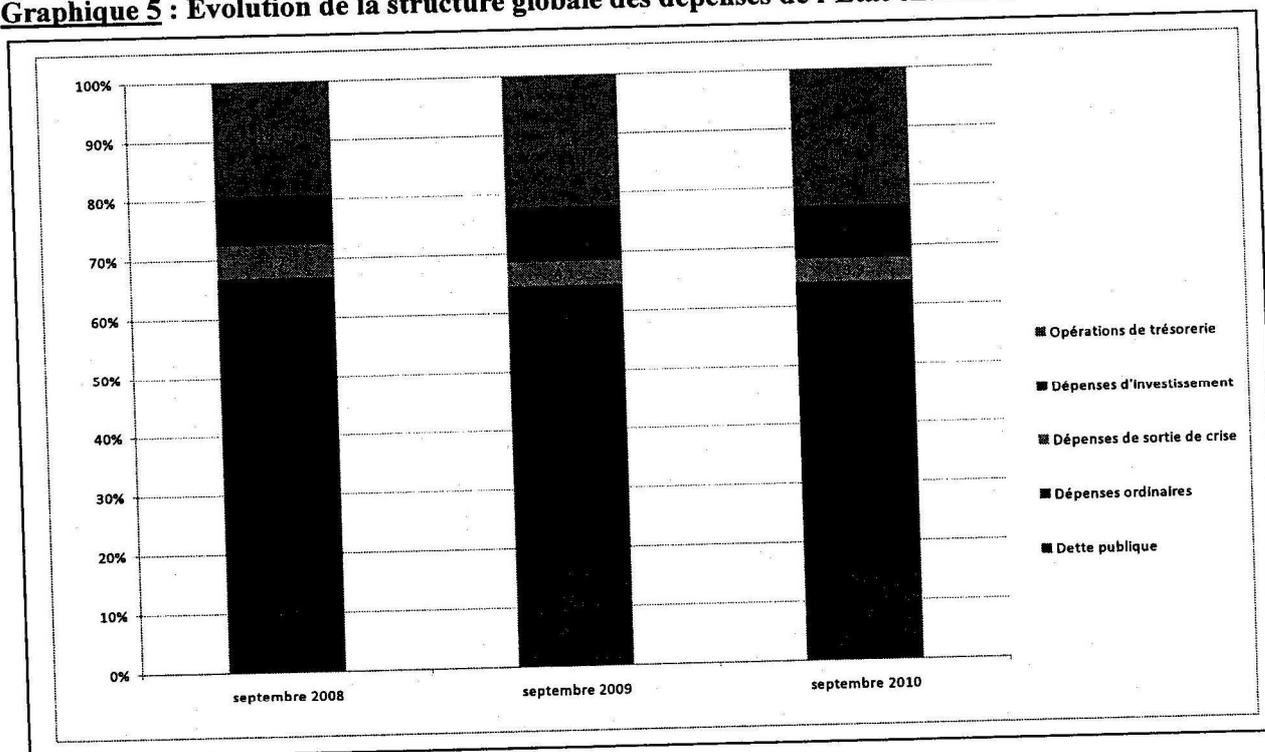
L'analyse de l'exécution des dépenses d'investissement sur les trois années sus visées fait ressortir un taux moyen de progression des financements intérieurs de 15,1%.

Tableau 6 : Evolution de la structure globale des dépenses de l'Etat exécutées

(en milliards de FCFA)	Septembre 2008		Septembre 2009		Septembre 2010		Moyenne part relative 2008-2010 (%)
	Montant	Part relative (%)	Montant	Part relative (%)	Montant	Part relative (%)	
Dépenses Budgétaires	1 472,7	80,7	1 811,8	77,7	2 216,8	76,9	78,4
Dette publique	362,9	19,9	493,1	21,1	746,6	25,9	22,3
Dépenses ordinaires	854,5	46,8	1 009,5	43,3	1 097,6	38,1	42,7
Dépenses de sortie de crise	104,2	5,7	96,7	4,1	112,3	3,9	4,6
Dépenses d'investissement	151,1	8,3	212,5	9,1	260,3	9,0	8,8
Opérations de trésorerie	352,8	19,3	520,8	22,3	667,3	23,1	21,6
TOTAL DEPENSES	1 825,5	100,0	2 332,6	100,0	2 884,1	100,0	100,0

Source : DGBF/DGTCP/DGE

Graphique 5 : Evolution de la structure globale des dépenses de l'Etat exécutées



Source : DGBF/DGTCP/DGE

Signature

2.2 Analyse des dépenses par grandes fonctions (annexe 4)

L'exécution des dépenses de l'Etat, qui s'élève globalement à 2 884,1 milliards se présente par fonctions principales comme suit :

- le service de la dette publique pour 1 329,5 milliards ;
- les services généraux des administrations publiques à hauteur de 402,6 milliards ;
- la santé, l'enseignement, la formation et la recherche pour 506,4 milliards ;
- la défense et la sécurité pour 233,1 milliards ;
- les logements et les équipements collectifs à concurrence de 211,7 milliards ;
- le développement et la promotion des activités économiques à hauteur 120,2 milliards ;
- les diverses interventions de l'Etat (loisirs, protection sociale, environnement) pour 80,6 milliards.

Tableau 7 : Etat d'exécution des dépenses par grandes fonctions

Natures de Dépense <i>(données en milliards de F CFA)</i>	Prévisions			Exécution Fin septembre			TOTAL
	Collectif budgétaire	Opérations de trésorerie	TOTAL	SIGFiP	Avances Non régularisées	Opérations de trésorerie	
Service de dette publique	932,3	290,0	1222,3	366,5		963,0	1329,5
Services généraux des administrations publiques	461,8	93,2	555,0	268,6	62,5	71,6	402,6
<i>dont Institutions</i>	81,5	0,0	81,5	50,8	5,6	0,0	56,5
<i>Services généraux</i>	380,3	93,2	473,5	217,8	56,8	71,6	346,2
Défense	195,7	0,0	195,7	112,0	45,5	6,0	163,5
Ordre et Sécurité	109,0	0,0	109,0	64,7	4,9	0,0	69,6
Affaires Économiques	140,3	14,0	154,3	93,6	4,6	22,0	120,2
Protection de l'environnement	21,0	0,0	21,0	12,7	0,1	0,0	12,7
Logement et Equipements Collectifs	221,1	14,3	235,4	188,9	5,4	17,4	211,7
Santé	124,5	0,0	124,5	75,9	1,2	0,0	77,2
Loisirs, Culture et Culte	36,1	0,0	36,1	25,8	6,7	0,0	32,5
Enseignement, Formation et Recherche	599,2	0,0	599,2	427,9	1,3	0,0	429,2
Protection Sociale	56,0	0,0	56,0	34,2	1,1	0,0	35,4
TOTAL GENERAL	2897,0	411,5	3308,5	1670,8	133,3	1079,9	2884,1

Source : SIGFiP-DGBF-DGTCP

Le **service de la dette publique** exécuté à hauteur de 1 329,5 milliards, se répartit entre la dette intérieure pour 970,2 milliards et la dette extérieure pour 359,4 milliards. Il prend en compte le remboursement du capital pour 1 186,3 milliards et celui des intérêts pour 143,2 milliards.

Les dépenses des **services généraux des administrations publiques** se chiffrent à 402,6 milliards et se rapportent au fonctionnement des institutions pour 56,5 milliards et autres services généraux à hauteur de 346,2 milliards.

Les dépenses des **secteurs de la santé, l'enseignement, la formation et la recherche**, se situent à 506,4 milliards contre une prévision annuelle de 723,7 milliards, soit 70% de taux d'exécution.

Les services en charge de *l'enseignement, la formation et la recherche* ont effectué des dépenses à hauteur de 429,2 milliards dont 239,9 milliards pour l'éducation de base, 72,7 milliards pour l'enseignement supérieur, 37,8 milliards pour l'enseignement technique et professionnel et 30,7 milliards pour l'enseignement secondaire.

Ces dépenses intègrent également 6,3 milliards consacrés à la formation continue des adultes, 7,3 milliards à la recherche et 7,4 milliards pour les frais de transport des élèves et étudiants.

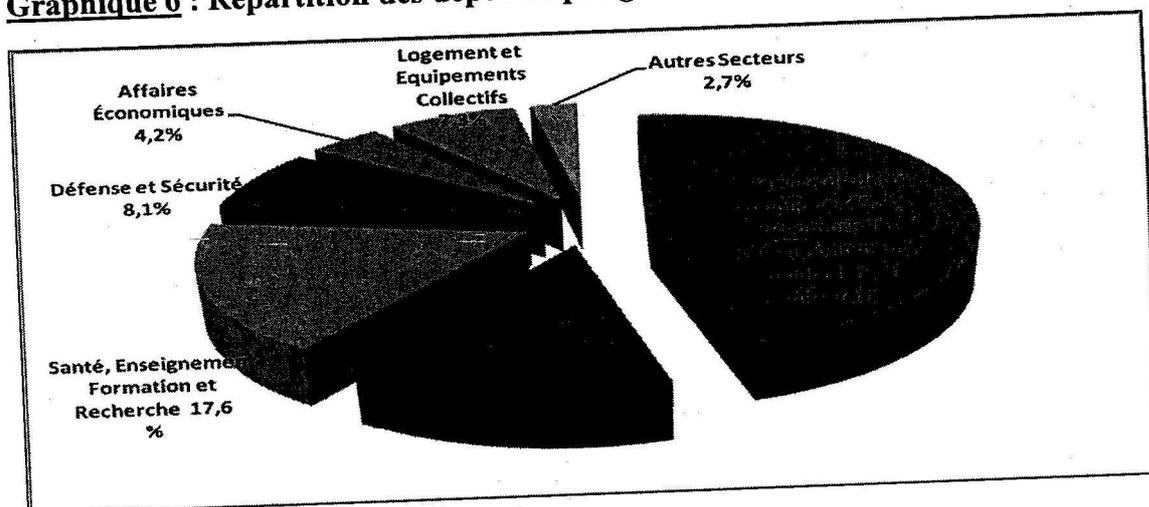
Di

Les dépenses du secteur de la santé ont été exécutées à hauteur de 77,2 milliards avec 28,9 milliards de dépenses de personnel. Les dépenses des CHU et des Centres de Santé Spécialisés se sont chiffrées à 27,5 milliards. Les services de santé de base et secondaire ont effectué des dépenses à hauteur de 6,8 milliards. Les dépenses de formation des agents de santé se sont situées au cours des trois premiers trimestres à 4,3 milliards. L'équipement des structures sanitaires en matériels biomédicaux et l'achat des médicaments ont occasionnées des dépenses à hauteur de 4,1 milliards.

Les dépenses effectuées par les services en charge du développement et de la promotion des activités économiques se sont établies à 120,2 milliards. Elles ont couvert les activités dans les secteurs agricole et halieutique (36 milliards), minier et énergétique (35,9 milliards), du transport et de la communication (19,9 milliards), industriel et des autres services (28,4 milliards).

Les dépenses liées aux opérations des forces de défense et de sécurité ainsi qu'à celles des services judiciaires se sont établies à 233,1 milliards. Elles ont été effectuées pour le paiement des salaires, le financement des activités du Centre de Commandement Intégré (CCI), l'entretien et la réparation des engins militaires et les frais de carburant.

Graphique 6 : Répartition des dépenses par grandes fonctions



Source : SIGFiP-DGBF-DGTCF

2.3 Analyse des dépenses pro pauvres (Annexe 10)

L'exécution des crédits consacrés aux actions de lutte contre la pauvreté et les disparités sociales, s'est établie à 682,9 milliards contre un objectif de 684,9 milliards à fin septembre 2010, soit un taux d'exécution de 99,7%. Ce bon niveau d'exécution est le résultat de la mise en œuvre des mesures d'amélioration de la gestion budgétaire qui s'est traduite notamment par une régulation dynamique tenant compte des capacités d'absorption de crédits des structures concernées et un suivi régulier du rythme d'exécution de ces dépenses.

Ces dépenses ont été financées par les ressources intérieures à hauteur de 627 milliards contre 55,9 milliards par les ressources extérieures.

Les dépenses exécutées concernent les activités des secteurs suivants :

- l'agriculture et les ressources halieutiques avec un montant de 37,5 milliards ;
- l'éducation à hauteur de 450,2 milliards ;
- la santé pour 82,3 milliards ;
- l'eau et l'assainissement pour 13,3 milliards ;
- l'énergie pour 9,1 milliards ;

- les routes et les ouvrages d'art à concurrence de 44,1 milliards ;
- les affaires sociales pour 10,3 milliards ;
- la décentralisation à hauteur de 23,9 milliards ;
- la reconstruction et la réhabilitation de bâtiments administratifs pour 2,5 milliards ;
- les autres axes de lutte contre la pauvreté à hauteur de 9,6 milliards.

Tableau 8 : Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin septembre 2010

Montants en milliards	2009		2010			
	Réalisation	Réalisation fin septembre 2009	Objectif fin septembre	Réalisation fin septembre		TOTAL
				Exécution SIGFIP	Avances non régularisées et opérations de Trésorerie	
			(A)	(B)	(C)	(D) = (B) + (C)
01 Agriculture et développement rural	49,2	33,0	46,9	29,1	4,7	33,8
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	6,7	4,2	4,9	3,4	0,4	3,7
03 Education	533,1	407,3	435,1	420,4	29,8	450,2
04 Santé	118,4	78,3	90,1	77,9	4,4	82,3
05 Eau et Assainissement	20,4	13,6	28,1	11,9	1,4	13,3
06 Energie	16,5	11,6	7,5	9,1		9,1
07 Routes et ouvrages d'art	39,1	41,7	21,0	44,1		44,1
08 Affaires Sociales	13,6	8,3	11,2	8,7	1,6	10,3
09 Décentralisation (hors éducation, santé et agriculture)	35,1	21,5	22,7	23,9		23,9
10 Reconstructions et réhabilitations	1,4	0,8	2,9	2,5		2,5
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	9,6	8,3	14,4	9,4	0,2	9,7
TOTAL	843,0	628,7	684,9	640,4	42,5	682,9

Source : SIGFiP-DGBF-DGTCP

En comparaison aux réalisations à la même période de l'année 2009, l'exécution des dépenses pro-pauvres enregistrent une évolution de 8,6% imputable essentiellement aux secteurs de la santé (+5,1%), de l'éducation (+10,5%), de la décentralisation (+11,2%) et des affaires sociales (+24,1%).

Les dépenses des secteurs éducation et santé représentent 78% des dépenses pro-pauvres exécutées à fin septembre 2010.

2.3.1 Education

L'exécution des dépenses du secteur de l'éducation s'est située à 450,2 milliards avec un flux de 136 milliards enregistré au cours du troisième trimestre. Par rapport à leur niveau d'exécution à la même période de 2009, ces dépenses affichent une progression de 42,9 milliards imputable à un niveau plus élevé d'investissement réalisé dans ce secteur.

Les dépenses effectuées au titre du secteur de l'éducation comprennent 412,4 milliards de charges de fonctionnement et 37,8 milliards de dépenses d'investissement.

Les principaux postes de dépenses de fonctionnement concernées sont :

- Dépenses de personnel : 258,5 milliards
- Abonnement : 5,6 milliards
- Subventions aux écoles privées : 37,3 milliards
- Paiement des bourses aux élèves et étudiants : 16 milliards
- Versement de subvention aux frais de transport des élèves et étudiants: 7,5 milliards
- Achats de kits scolaires : 2,5 milliards

Les dépenses d'investissement d'un montant de 37,8 milliards de ce secteur ont concerné essentiellement les constructions, réhabilitations et équipements des structures scolaires pour un montant de 8,9 milliards et les activités effectuées dans le cadre du projet d'Appui au Secteur Education Formation (PASEF) à hauteur de 15,2 milliards. L'acquisition de mallettes Pédagogiques et l'équipement en Kits Pédagogiques ont coûté respectivement 2,5 milliards et 1,5 milliard. Les dépenses exécutées au titre des cantines scolaires s'élèvent à 2 milliards.

Les opérations menées par les collectivités décentralisées dans ce secteur se chiffrent globalement 4,2 milliards dont 3,2 milliards par les conseils généraux et 1 milliard par les communes.

2.3.2 Santé

Les dépenses du secteur de la santé se chiffrent à la fin du troisième trimestre 2010 à 82,3 milliards, représentant un taux d'exécution de 91,3% des prévisions trimestrielles. Ce retrait par rapport aux objectifs est lié aux dépenses de l'administration générale de la santé qui ont accusé une sous exécution.

Outre les charges de personnel d'un montant de 28,9 milliards, les dépenses exécutées ont concerné les activités liées au programme élargi de vaccination pour 0,4 milliard, aux programmes de lutte contre les pathologies et les endémies à hauteur de 0,7 milliard. Les dépenses effectuées dans le cadre du programme de la santé infantile, maternelle et nutritionnelle, se sont chiffrées à 0,1 milliard.

Les subventions accordées aux CHU et Institutions spécialisés se sont chiffrées à 21,9 milliards. Elles se rapportent aux charges de personnel et de fonctionnement courant de ces structures ainsi qu'aux travaux de réhabilitation et d'équipement.

Les dépenses liées au financement des actions de lutte contre le VIH/SIDA à travers le renforcement des activités de prise en charge, de prévention des groupes vulnérables et des groupes à haut risque, de coordination, de gestion et de suivi-évaluation, se sont situées à 5 milliards.

2.3.3 Agriculture et ressources halieutiques

Les secteurs de l'agriculture et des ressources halieutiques ont enregistré 37,5 milliards de dépenses, au cours des trois premiers trimestres de l'année.

Les dépenses effectuées dans le **secteur de l'agriculture** sont relatives aux charges de personnel pour un montant de 2,7 milliards, aux activités d'encadrement et de formation du monde rural pour 6,2 milliards avec 5 milliards de subvention à l'ANADER.

Les activités liées à la promotion et au développement de l'agriculture ont nécessité des dépenses d'un montant de 9,7 milliards dont 7 milliards au titre de la subvention à la filière coton.

En outre, les dépenses de ce secteur intègrent les investissements financés par le Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR) à hauteur de 6,2 milliards et les dépenses destinées à la gestion du territoire et à l'équipement rural pour 2 milliards.

S'agissant du secteur des **ressources halieutiques**, les dépenses effectuées s'élèvent à 3,7 milliards et ont concerné essentiellement la formation, l'encadrement et l'appui à l'élevage et la production laitière.

2.3.4 Eau, assainissement et infrastructures

Les actions concourant au renforcement de ***l'assainissement et de l'accessibilité à l'eau potable***, ont engendré globalement des dépenses d'un montant de 13,3 milliards. Ces dépenses concernent les actions visant l'accès à l'eau potable pour 2,9 milliards et la protection de l'environnement ainsi que la lutte contre la pollution pour 10,4 milliards.

Dans le cadre des actions de renforcement de l'accessibilité des populations à l'électricité, des travaux d'extension du réseau électrique national ont occasionné des dépenses à hauteur de 9,1 milliards.

S'agissant des dépenses effectuées dans le cadre des travaux d'amélioration des ***infrastructures routières et de construction d'ouvrages d'art***, elles se sont situées à hauteur de 44,1 milliards et concernent notamment :

- les activités du Programme d'Urgence d'Infrastructures Urbaines (PUIUR) pour 33,5 milliards ;
- les travaux d'entretien, de réfection et de construction de routes financés dans le cadre du Programme d'Ajustement du Secteur des Transports en Côte d'Ivoire (CI-PAST) à hauteur de 1,6 milliard ;
- les travaux d'urgence menés au niveau du réseau routier et de la voirie urbaine à concurrence de 2,2 milliards ;
- les travaux d'aménagement de la route Bingerville Eloka-Ebrah pour 1,2 milliard ;
- les travaux de construction du pont de Jacquerville avec 1,5 milliard.

2.3.5 Réhabilitation et reconstruction

Les dépenses effectuées dans le cadre des travaux de réhabilitation et de reconstruction post crise se sont situées à 2,5 milliards et concernent pour l'essentiel, le Programme d'urgence de réhabilitation pour 2,4 milliards et la réhabilitation des bureaux et résidences du corps préfectoral à hauteur de 0,1 milliard.

2.3.6 Décentralisation

Les actions menées par les collectivités décentralisées dans les secteurs autres que ceux de l'éducation, la santé et l'agriculture, ont été subventionnées à hauteur de 23,9 milliards par l'Etat. Cette subvention concerne les charges de fonctionnement et les interventions de ces entités dans le cadre du développement des infrastructures de base et de communication, ainsi que du renforcement de la sécurité.

2.3.7 Affaires sociales et autres domaines de lutte contre la pauvreté

Les activités en faveur des ***couches sociales vulnérables*** ont induit globalement des dépenses d'un montant de 10,3 milliards. Ces dépenses se rapportent aux charges de fonctionnement des structures en charge des actions sociales pour 7,3 milliards. Elles intègrent également les aides et secours aux indigents et aux sinistrés à hauteur de 0,6 milliard. En outre, les activités d'encadrement des femmes, les charges de fonctionnement des orphelinats et des pouponnières ainsi que la formation du personnel d'appui ont occasionné des dépenses qui se sont chiffrées à 2,2 milliards.

Dans le cadre du renforcement de la ***politique de promotion et d'insertion des jeunes***, les dépenses d'un montant de 6,9 milliards ont été effectuées dans le cadre du Programme National de Service Civique, du Programme National de Réinsertion et de Réhabilitation Communautaire (PNRRC) et au titre des allocations chômage.

Les activités menées dans le cadre de la promotion du tourisme et de l'artisanat ont induit 2,3 milliards de dépenses concernant la création de centre d'application aux métiers du tourisme et le programme d'investissement de SODERTOIRS-LACS.

III- ANALYSE DES PAIEMENTS EFFECTUES (Annexe 3 & 5)

Les dépenses réglées par les comptables publics à fin septembre s'élèvent à 2 451 milliards. Elles concernent la dette publique, les salaires, les transferts et interventions de l'Etat, les achats de biens et services ainsi que les équipements collectifs et autres charges courantes.

3.1 Au titre de la dette publique

Le service de la dette publique effectivement réglé se chiffre à 1 264,7 milliards dont 301,7 milliards sur la base de mandats mis en règlement et 963 milliards d'opérations de trésorerie. Ces paiements se décomposent en dette intérieure pour 947,6 milliards et en dette extérieure pour 317,1 milliards.

3.2 Au titre des dépenses de personnel

Les charges salariales des trois premiers trimestres, s'établissent à 610,7 milliards. Elles se répartissent comme suit :

- les traitements et salaires des fonctionnaires et agents de l'administration centrale pour 516,3 milliards ;
- la subvention au titre des dépenses de personnel des EPN et autres organismes pour 47,1 milliards ;
- les salaires et indemnités du personnel des institutions pour 25,7 milliards ;
- la subvention aux charges de personnel des collectivités décentralisées pour 4,4 milliards.
- la rémunération du personnel local des ambassades et les autres charges salariales : 17,2 milliards

3.3 Au titre des transferts et interventions de l'Etat

Les transferts et subventions à d'autres organismes et à certaines catégories de ménages ont été exécutés à 365,7 milliards. Ces subventions ont été accordées à :

- la Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat (CGRAE) : 37 milliards pour la contribution à la couverture des déficits structurels ;
- aux Institutions nationales : 36,3 milliards ;
- aux Institutions et organismes à but non lucratif : 29,6 milliards ;
- aux Etablissements Publics Nationaux et Entreprises Publiques : 84,6 milliards ;
- aux Ménages (bourses des élèves et étudiants, handicapés...) : 22,3 milliards ;
- aux collectivités décentralisées : 25,9 milliards ;
- d'autres bénéficiaires: 129,9 milliards au profit notamment du secteur électricité, de l'opérateur SAGEM, des activités du Programme d'Assistance Post-crise, des Ex-Combattants des FAFN dans le cadre de leur recasement.

3.4 Au titre de l'acquisition des biens et services

Les achats de biens et services effectués dans le cadre du fonctionnement des services de l'Etat ont fait l'objet de paiement à hauteur de 104,1 milliards. Ils concernent notamment :

- les fournitures de bureau : 16,9 milliards ;
- les entretiens et la maintenance : 11,0 milliards ;
- les loyers et charges locatives : 8,1 milliards ;
- l'eau, l'électricité, le gaz et les autres sources d'énergie : 12,6 milliards ;
- les frais de transport et de missions : 8,1 milliards ;
- les prestations de service : 5,0 milliards.
- les autres achats de fournitures : 9,9 milliards.

3.5 Au titre des équipements collectifs et autres charges courantes de l'Etat

Les paiements effectués au titre des dépenses d'équipements collectifs et des autres charges courantes de l'Etat, se situent à 105,8 milliards.

Les dépenses d'équipements collectifs qui ont fait l'objet de règlement au cours de la période sous revue, se chiffrent globalement à 63,1 milliards et se rapportent notamment :

- aux travaux d'infrastructures routières à hauteur de 13,4 milliards, dont 8,1 milliards destinés au Fonds d'Entretien Routier (FER) ;
- aux équipements et matériels mobiliers : 6,7 milliards ;
- aux constructions de bâtiments administratifs : 3,7 milliards
- aux autres travaux d'équipements : 39,2 milliards

Les paiements au titre des autres charges courantes, se sont situés à 42,7 milliards, avec 25,1 milliards de remboursements de crédits de TVA et 6 milliards d'achat de carburant au profit des FDS.

Au total, les règlements effectués par les comptables publics se chiffrent globalement à 2 451 milliards dont 958,2 milliards au cours du troisième trimestre. Ces opérations se décomposent en mandats mis en règlement pour 1 237,7 milliards, en opérations de trésorerie pour 1 079,9 milliards et en avances non encore régularisées pour 133,3 milliards.

IV- REALISATION DES REPERES QUANTITATIFS DU PROGRAMME ECONOMIQUE ET FINANCIER

Le tableau suivant présente les repères quantitatifs budgétaires du programme économique et financier appuyé par la Facilité Elargie de Crédit.

Tableau 9 : Evolution des repères quantitatifs budgétaires du Programme Economique et Financier appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC)

	fin mars		fin juin		Fin septembre		Objectifs Fin décembre
	Réalisation	Objectifs	Réalisation	Objectifs	Réalisation	Objectifs	
Repères indicatifs							
Plancher sur les dépenses par procédures d'avances	6,5	21	23,8	42,6	43,4	68,2	89,7
Planchers sur les dépenses pro pauvres	150,6	182,0	411,1	421,6	682,9	684,9	924,4
Recettes budgétaires de l'Etat	512,3	492,4	1 121,8	1 071,0	1 622	1 605,4	2 246,6
Masse salariale de l'Etat	200,3	204,2	407,0	408,5	610,7	613,8	814,1
Critères de performance							
Plafonds des dépenses extrabudgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Ok

4.1 Repères indicatifs

- **Plafond sur les dépenses par procédure d'avances:** Ce critère concerne les avances hors celles liées aux charges de personnel, au service de la dette publique, aux régies d'avances et au financement extérieur. Depuis le début de l'année 2010, ce critère est en deçà des prévisions, matérialisant ainsi la bonne maîtrise des dépenses faites par procédure d'avances de trésorerie. A fin septembre 2010, il se situe à 43,4 milliards contre un plafond de 68,2 milliards;
- **Plancher sur les dépenses pro-pauvres :** ce critère est réalisé à hauteur de 682,9 milliards contre 684,9 milliards prévus. Ce résultat traduit le rattrapage de l'écart négatif de 10,5 milliards enregistré par rapport à l'objectif à fin juin 2010. La poursuite des mesures particulières de suivi de ces dépenses devrait permettre le respect du plancher fixé à 924,4 milliards à fin décembre 2010 ;
- **Recettes budgétaires de l'Etat :** elles s'affichent à 1 622 milliards contre un objectif de 1 605,4 milliards, soit un excédent de 16,6 milliards traduisant l'impact des différentes mesures mise en œuvre par les différentes régies pour améliorer le recouvrement des recettes budgétaires notamment le renforcement des mesures de contrôle visant à réduire les risques de fraudes sur les postes de recettes importants tels que la TVA, les droits et taxes à l'importation et à l'exportation ;
- **Masse salariale de l'Etat :** elle s'établit à 610,7 milliards contre une prévision de 613,8 milliards à fin septembre. Ce bon résultat traduit les efforts de maîtrise des charges salariales de l'Etat.

4.2 Critère de performance

- **Plafond sur les dépenses extrabudgétaires :** Aucune dépense extrabudgétaire n'a été effectuée depuis le depuis de l'année 2010. En effet, les dépenses nouvelles liées à la gestion des crises énergétiques et pétrolières et au report des élections ont été prises en compte dans un collectif budgétaire en août 2010.

CONCLUSION

En dépit de la forte pression exercée par l'accélération du processus de sortie de crise, le budget 2010 est exécuté globalement en ligne avec les prévisions. Cela est la traduction de la bonne tenue des ressources tant budgétaires que de trésorerie ainsi que des efforts de maîtrise des dépenses.

En outre, des efforts continus ont permis la réalisation des critères quantitatifs budgétaires du programme économique et financier se rapportant notamment à la maîtrise de la masse salariale et des charges de fonctionnement des services. Par ailleurs, les objectifs de dépenses pro-pauvres ont été réalisés à hauteur de 99,7%.

Pour maintenir cette dynamique, le Gouvernement entend poursuivre la mise en œuvre des mesures et des réformes d'assainissement des finances publiques, en vue de sauvegarder et de renforcer les bonnes tendances affichées à la fin du troisième trimestre.

**Le Ministre de l'Economie
et des Finances**



DIBY Koffi Charles